

des postes de contrôle et des unités mobiles et surtout, il fallait décider des méthodes qui seraient prévues dans le traité pour ce qui est du fonctionnement de l'organisation, la commission de contrôle, — ou quel que soit le nom qu'on lui donne.

Sans entrer dans les détails, je dois dire que la vieille question du veto a de nouveau été soulevée dans ces discussions. L'URSS voulait, et veut encore à l'heure actuelle, jouir d'un droit de veto à l'égard de certaines inspections qui pourraient être projetées dans ce pays. Dans sa récente déclaration du 24 février, M. Khrouchtchev a dit que les soviets n'allaient pas permettre à des espions et à des officiers de renseignements des pays occidentaux de connaître leur puissance et leur potentiel militaires. Monsieur l'Orateur, je dois faire observer que tout dispositif, établi en vertu d'un traité pour la cessation des essais nucléaires, qui ne prévoirait pas l'inspection et la réglementation, serait trompeur, décevant, et dangereux pour l'Ouest.

Je dois signaler, malgré les présages d'ajournement de ces pourparlers d'après ce qu'ont publié les journaux de ce matin, que nous espérons et demandons en grâce que la question de ce dispositif de détection et le reste soit résolue de façon satisfaisante. Comme je l'ai dit il y a un moment, et je le répète, l'humanité doit partout prier, j'en suis sûr, pour qu'au moins un pas soit fait vers la cessation des essais nucléaires. Prions qu'à partir de là, le mouvement continue et gagne d'autres parties de la sphère des armes nucléaires.

Attaque par surprise

Pour ce qui est des attaques par surprise, le tableau est moins réconfortant vraiment. L'été dernier, le Canada a participé à une conférence de spécialistes de l'Ouest qui s'est réunie à Genève afin d'étudier les méthodes qui permettraient de prévoir et de déceler les attaques par surprise, comme on l'avait fait pour la cessation des essais nucléaires. Cette fois, le groupe était plus nombreux. En faisaient partie pour l'Ouest, le Canada, la France, l'Italie, les États-Unis et le Royaume-Uni, du côté du bloc soviétique, l'URSS, la Tchécoslovaquie, la Pologne, la Roumanie et l'Albanie. Les délibérations ont commencé le 10 novembre de l'année dernière et elles ont été ajournées juste avant Noël *indéfiniment* semble-t-il, mais sans qu'on l'ait précisé.

Il y avait alors conflit. En réalité, ces délibérations étaient le résultat d'un échange de notes, l'hiver dernier, au sujet de la réunion d'une conférence au sommet. Dans une de ces notes, M. Eisenhower, président des États-Unis, exprimait l'avis qu'il devait y avoir une conférence au sujet des attaques par surprise, et il nous a semblé bien évident que ce que proposait le président des États-Unis c'était une conférence d'experts. Mais quand les représentants de cinq pays occidentaux se sont rencontrés avec ceux des Soviets, ils se sont rendu compte que ce qui pour nous semblait l'aquiescement, de la part de l'URSS, à prendre part à une discussion d'experts n'était que l'intention de soulever des questions politiques, celle des bases, par exemple, et ainsi de suite. Les points de vue des deux partis étaient différents. Nous sommes maintenant en consultation avec d'autres représentants des pays occidentaux qui ont pris part à la conférence en novembre et en décembre